

**Cours de droit général des collectivités territoriales**  
Par le Professeur Géraldine CHAVRIER  
Codirectrice du GRALE-CNRS

**Intro : Les formules de répartition verticale des pouvoirs et des compétences**

1. Dé-centraliser pour quoi faire ?
2. Quelle forme de dé-centralisation choisir ?

**Première partie :**

**L'acte II de la décentralisation, les microprocesseurs constitutionnels  
et l'évolution progressive vers une régionalisation**

\*Daubresse, JO A.N., débats, 3<sup>e</sup> séance du mardi 24 février 2004 :

*« Vous n'avez pas bien compris, je pense, l'idée du premier ministre consistant à mettre des microprocesseurs dans la Constitution. (...) Oui, mettre des microprocesseurs dans la Constitution, c'est-à-dire injecter de nouveaux concepts, qui vont lancer un processus. L'expérimentation, la péréquation, le citoyen, les transferts de compétences, tout cela est dans la Constitution et lancé, vous le savez bien, un processus qui sera long, mais irréversible en matière de décentralisation*

\*Peyronnet JO Sénat, CR, 21 juill. 2003, p. 5684). JO Sénat, CR, 21 juill. 2003, p. 5684, à propos de l'expérimentation) :

*« Je crains (...) qu'elle n'ait pour but, en combinant les articles 72 et 37-1 de permettre des évolutions institutionnelles et organisationnelles qui ne seront pas visibles ou qui le seront peu, mais qui entraîneront des conséquences lourdes »*

*\*Discours Président Chirac, Rouen 2002.*

**Section première : La marche vers la diversification des statuts et des compétences**

**Paragraphe premier : La reconnaissance progressive de la diversité des statuts**

- A) La reconnaissance des statuts particuliers
- B) Le rôle de l'expérimentation dans la diversification des statuts

**Paragraphe deuxième : Le choix de l'asymétrie des compétences matérielles**

- A) Lien entre subsidiarité et "différentialisme"
- B) Un nouveau mode de répartition des compétences
  1. *Les compétences optionnelles (transferts facultatifs, expérimentations, délégations de compétences)*
  2. *L'ouverture de certaines compétences à tout niveau de collectivité*
  3. *Les principes de répartition des compétences dans l'avant-projet de loi de septembre 2009*
- C) La rationalisation par la consécration de la notion de chef de file

## **Section seconde : l'accroissement du pouvoir normatif local**

*Intro*: Pouvoir normatif local et unité de l'Etat

**Paragraphe premier** : La constitutionnalisation du pouvoir réglementaire local

- A) Objectifs et limites de la constitutionnalisation
- B) Etendu et régime du pouvoir réglementaire local

**Paragraphe second** : L'expérimentation territoriale, une révolution potentielle

- A) Les raisons cachées de la consécration constitutionnelle du droit à l'expérimentation
- B) Droit de l'expérimentation locale
  - 1. *La procédure d'expérimentation* (article 72C)
  - 2. *La valeur juridique des actes locaux*

### **Deuxième partie :**

### **Les échelons de l'action décentralisée : régime et enjeux**

## **Section première : Le puzzle territorial**

**Paragraphe premier** : Les stratégies de positionnement des échelons locaux

- A) La doctrine Raffarin et son échec au Parlement
- B) Le positionnement risqué des départements comme échelon de gestion

*(analyse de leur positionnement sur le terrain, de leur demande, de leur refus, et de leur façon d'exercer une influence)*

- C) Le positionnement stratégique des EPCI et des régions

*(analyse de leur positionnement sur le terrain, de leur demande, de leur refus, et de leur façon d'exercer une influence)*

**Paragraphe troisième** : Focus sur quelques questions juridiques de l'intercommunalité

- A) Rappel des catégories d'EPCI et de leurs compétences

1. *Les Syndicats mixtes n'en sont pas*
2. *Les syndicats de communes*
3. *Les communautés de communes*
4. *Les communautés d'agglomération*
5. *Les communautés urbaines*
6. *Les métropoles*
7. *Les pôles métropolitain qui ne sont pas des EPCI*

- B) Insuffisances et défauts

- C) Les contentieux relatifs à l'intégration des communes et à la désignation des délégués

1. *Le contentieux relatif à la création de l'EPCI et à l'entrée des communes*
2. *La désignation des délégués*

- D) Intérêt communautaire et principe d'exclusivité

1. *Droit et pratique de la définition de l'intérêt communautaire*
2. *Droit et pratique du principe d'exclusivité*

E) Les mesures du projet de loi du 21 octobre 2009 portant réforme des collectivités

1. *Les objectifs d'extension et de rationalisation*
2. *L'objectif d'approfondissement*

## **Section seconde : Le droit des modifications territoriales**

**Paragraphe premier :** La modification des frontières géographiques de la collectivité

- A) La procédure de modification du territoire des communes
- B) La procédure applicable aux départements et aux régions

**Paragraphe deuxième :** Fusions et suppression des communes

**Paragraphe troisième :** Les communes Nouvelles

**Paragraphe quatrième :** Les problèmes résultant du retrait d'une commune d'un EPCI

- A) Droit de retrait
- B) Conséquences sur les services et le personnel
- C) Conséquence sur les biens et contrats

## **Troisième partie :**

### **Exercice des compétences locales et contrôles sur cet exercice**

## **Section première : L'exercice des compétences**

**Paragraphe premier :** Libre administration et clause générale de compétences

- A) Le principe juridique de libre administration
  1. *Valeur et contenu*
  2. *Utilisation contentieuse*

B) La clause générale de compétence

1. *Sens, définition et manifestation*
2. *La suppression de la CGC pour les départements et régions (P JL 2009)*

**Paragraphe deuxième :** Les conditions matérielles à disposition des collectivités

- A) Rappel sur la notion d'autonomie financière
- B) Le transfert des services
- C) L'ingénierie juridique (assistance de l'Etat)
- D) Contrats et coopération entre collectivités et entre collectivités et Etat

**Paragraphe troisième :** Démocratie représentative et participative

A) L'administration par des conseils élus

- 1. L'absence de séparation des pouvoirs et l'Europe*
- 2. Le statut de l'élu et la parité*

B) La démocratie participative

- 1. Consultation et référendum*
- 2. Les conseils de quartiers*
- 3. Les initiatives locales extra legem*

**Section seconde : le contrôle de légalité**

**Paragraphe premier :** Procédure, réforme, devenir

**Paragraphe second :** contentieux du contrôle de légalité